

undefined - mardi 13 juin 2023

Votre région | Politique & Territoires

MAURIENNE (SAVOIE)

Lyon-Turin : les élus inquiets mais mobilisés avant les manifestations

Frédéric Thiers



Regroupés autour du président du Syndicat du pays de Maurienne Yves Durbet, de la sénatrice Martine Berthet et de la députée Émilie Bonnavard, les élus de Maurienne appellent à un respect « de nos villes et villages, des habitants, de notre territoire, de la propriété privée et des équipements publics » lors de la manifestation annoncée des Soulèvements de la Terre. Photo Le DL /F.T.

Face à une opposition qui se radicalise, les élus mauriennais croient discerner, au sein de la population, une inquiétude, alors que le programme du prochain week-end annoncé par les Soulèvements de la Terre reste flou.

Les prises de position politiques en faveur de l'arrêt du chantier du tunnel de base restaient, jusqu'ici, rares ou peu explicites. On pouvait être contre le Lyon-Turin, mais on se risquait peu à dire clairement qu'on voulait reboucher les trous. L'intervention des Soulèvements de la Terre, mouvement protéiforme de l'écologie radicale, change la donne. Europe Écologie-Les Verts des Pays de Savoie vient ainsi d'appeler à participer au week-end de manifestations des 17 et 18 juin, et reprend la thématique du "Stop".

En Maurienne, cela inquiète. « Manifester est un droit absolu et nécessaire », souligne Yves Durbet, président du Syndicat du pays de Maurienne, mais l'ambiguïté des mots d'ordre interpelle. « Nous nous ferons un honneur de ne faire aucune dégradation dans un village ami, Le Bourget », assure la déclaration de manifestation adressée à quatre maires et au sous-préfet par les associations organisatrices. « Ça veut dire qu'il pourrait y en avoir dans les autres », craint Jacques Arnoux, maire de Val-Cenis, même si la déclaration contient aussi un appel « à ne pas faire d'intrusion sur les chantiers ».

Les appels que l'on trouve sur Internet parlent de « manifestation internationale déterminée » sur le modèle de celles de la vallée de Suse voisine, [« pour l'arrêt du chantier »](#). « Ils ne viennent pas

pour écouter de la musique le samedi soir », craint Jacques Arnoux. Son collègue de Bessans Jérémie Tracq reçoit, comme d'autres, des habitants peu rassurés sur le week-end à venir, et sur la suite : « Il faudra s'assurer qu'il n'y a pas d'installation illégale et prolongée sur notre territoire ». En clair, pas de ZAD (zone à défendre, NDLR) en Maurienne, qui vit en grande partie du tourisme.

Sur le fond, « la démocratie a décidé », fait valoir Émilie Bonnavard, députée (LR) de Savoie, citant les lois votées, traités signés, toujours dans un sens favorable au Lyon-Turin. « Prétendre qu'il s'agit d'une décision violente et qu'elle justifie la violence en réponse, c'est sortir du pacte républicain. »

C'est pour appeler le gouvernement au respect des engagements pris à l'égard de l'Italie et de l'Europe pour la réalisation des accès au tunnel, que les mêmes élus ont lancé une « grande mobilisation populaire pour la réussite du grand chantier dont l'avenir de la Maurienne dépend ». Ce sera un rassemblement devant la gare de Saint-Jean-de-Maurienne, le jeudi 15 juin à 11 heures. La Ville de Saint-Jean, la communauté de communes et le syndicat de pays, à la manœuvre, espèrent surfer sur l'adhésion des Mauriennais au chantier, en fustigeant « le discours démagogique de quelques opposants extérieurs à nos territoires [...]. Leur combat n'est pas le nôtre, qu'ils le mènent ailleurs.»